

100 «FRAGMENTS DE FRANCE»

À SIX MOIS de l'élection présidentielle, *Le Monde* brosse un portrait inédit du pays. 100 journalistes, accompagnés de 100 photographes, ont sillonné le terrain en septembre 2021. 40 000 kilomètres parcourus à la rencontre des Français pour raconter leur quotidien, leurs peurs, leurs espoirs, leurs doutes. En repartant d'une page blanche, nos reporters dépeignent la France d'aujourd'hui, à travers 100 histoires. Un tableau loin des préjugés, vivant et nuancé, tendre parfois, dur souvent. Ces 100 reportages sont publiés depuis le 17 octobre et au fur et à mesure pendant deux semaines, sur tous les supports du *Monde* et dans un numéro spécial de «M le magazine du Monde», paru le 23 octobre. Ils sont à retrouver en intégralité dans un grand format numérique exceptionnel publié sur *Lemonde.fr*.



SAINTE-PAZANNE (LOIRE-ATLANTIQUE) - envoyé spécial

Un fossé de défiance s'est creusé à Sainte-Pazanne, en Loire-Atlantique, entre la population, qui a alerté sur la multiplication du nombre d'enfants malades, et les autorités, accusées de minorer le phénomène

Un jour de mars 2019, au cinquième étage du centre hospitalier universitaire de Nantes, deux minots de 7 ans discutent. Le premier a survécu à une leucémie, il sort de plus de trois ans de traitements lourds ; le second vient d'être admis à l'hôpital pour la même maladie. Dans un service d'oncologie pédiatrique, la scène pourrait être banale, à ceci près que les deux enfants se connaissent bien : ils ont fréquenté la même classe d'une école de Sainte-Pazanne (Loire-Atlantique), non loin de Nantes. L'un envoyait à l'autre des dessins pendant sa convalescence, l'autre rend la pareille en donnant ses conseils pour survivre aux épreuves à venir. « Voir deux enfants de cet âge discuter traitements contre le cancer, ça fait quelque chose », dit Marie Thibaud, la mère de l'un d'eux.

Dans le paysage bocager du pays de Retz, dans un rayon de quelques kilomètres autour de Sainte-Pazanne, 6800 habitants, un nombre anormalement élevé de cancers pédiatriques ont été diagnostiqués ces six dernières années. Entre 2015 et le printemps 2021, sur un bassin de population d'environ 30 000 personnes, 25 enfants et adolescents ont été atteints par différentes formes de la maladie, touchant principalement le sang et le système nerveux central. Sept en sont morts. Anciennes pollutions industrielles ou pesticides agricoles ? Lignes à haute tension ou émanations de radon, un gaz radioactif très présent dans les sols granitiques



semble à tous être un défi aux lois de la statistique. « En classe de CE2, mon fils rentre un jour de l'école et me dit qu'un de ses copains de classe a une leucémie, raconte Sandra Augiéras, 43 ans, membre du collectif et conseillère municipale à Sainte-Pazanne. Puis un autre enfant de la même classe contracte la maladie. Et j'ai aussi des voisins dont le fils est mort... Je suis entrée dans le collectif parce que l'on ne peut pas accepter ça. »

D'autres membres du petit groupe ont vu la maladie de plus près, sous ses formes les plus fulminantes. Gildas Allais, électrotechnicien, rapporte que sa filleule n'a été diagnostiquée que post mortem. « C'était en octobre 2017, elle avait 3 ans. Elle a été amenée un matin à l'hôpital après un grave malaise, elle est morte en y arrivant, dit-il. Ce n'est qu'après que son cancer a été diagnostiqué. » Pendant un mois et demi, les parents avaient multiplié en vain les rendez-vous chez le médecin et les appels au Samu devant les signaux d'alerte. Le diagnostic n'avait pas été posé.

LA BATAILLE DU COMPTAGE

Aurélié Rousseau, infirmière, raconte : « En 2015, le fils d'un couple d'amis proches a eu un cancer cérébral à l'âge de 4 ans, qui a pu être soigné. Quand ce genre de chose arrive tout à côté de vous, vous ne pouvez pas imaginer que ça puisse vous arriver aussi. Statistiquement, ça semble impossible. » Elle évoque les premiers signes de la maladie chez sa fille de 9 ans, en 2019 : les vertiges, la tête qui penche, l'écriture qui change. Les mots échouent à dire ce qui s'abat sur la famille, à l'issue du premier examen. « On lui a diagnostiqué un gliome infiltrant du tronc cérébral. Les médecins nous ont tout de suite dit qu'il n'y avait

Au pays des enfants malades, des familles au combat

de la région ? Aucune cause commune n'a, jusqu'à présent, été identifiée.

Par intermittence surgissent dans l'actualité des histoires analogues. Des bébés qui naissent sans bras dans de petites poches de territoires de l'Ain, du Morbihan ou de la Loire-Atlantique, des cancers pédiatriques trop fréquents dans quelques communes de la Charente-Maritime ou du Jura. C'est une loi qui semble immuable : la prise de conscience de ces crises sanitaires ultra-locales ne tient qu'à la mobilisation de quelques-uns, souvent portés par l'idée que les causes de ces maladies de l'enfant sont à chercher dans l'environnement et qu'elles concernent toute la société.

« Les gens sont toujours percutés par la maladie de leur enfant, raconte la sociologue de la santé Annie Thébaud-Mony, directrice de re-

cherche honoraire à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Mais à cela s'ajoute aussi le fait qu'ils ont rapidement le sentiment de devenir des adversaires pour les autorités sanitaires ou les élus locaux, alors qu'ils ont conscience de porter des questions d'intérêt général. » Comme si le cancer des enfants était une maladie trop scandaleuse pour qu'il ne soit pas impoli d'en parler. Trop scandaleuse pour ne pouvoir être autre chose que le fruit d'un hasard malheureux.

«SIMPLE HASARD»

L'histoire des cancers pédiatriques autour de Sainte-Pazanne ne déroge pas à la règle. Peu après décembre 2015, lorsque la leucémie de son fils est diagnostiquée, Marie Thibaud reconnaît une fillette hospitalisée dans le même service hospitalier. C'est une enfant

POLLUTIONS INDUSTRIELLES, PESTICIDES, LIGNES À HAUTE TENSION, ÉMANATIONS DE RADON ? AUCUNE CAUSE COMMUNE N'A, JUSQU'À PRÉSENT, ÉTÉ IDENTIFIÉE

de son voisinage. « Au début, j'ai cru à un simple hasard », dit-elle. Mais, au fil des mois, les cas s'accumulent dans le secteur. Aux trois enfants diagnostiqués en 2015 s'en ajoutent cinq l'année suivante, puis à nouveau trois en 2017. La jeune femme collige elle-même les cas, écrit aux autorités sanitaires, leur transmet les coordonnées des familles touchées, prend contact avec les responsables du registre des cancers pédiatriques... Aucun système d'alerte institutionnel ne semble opérer. « Je me suis rendu compte que si nous ne nous organisons pas nous-mêmes, localement, il ne se passerait rien », dit-elle.

En mars 2019, Marie Thibaud crée le collectif Stop aux cancers de nos enfants et y rassemble des parents d'enfants, malades ou non. Ce qui déclenche l'adhésion, c'est le mélange de crainte et de sidération face à ce qui

pas de traitement et que la tumeur n'était pas opérable, dit Aurélié Rousseau. On a su que c'était fini avant que ça ne commence. »

Les yeux rougissent parfois quand elle raconte, mais il n'y a ni pathos ni colère revancharde dans les mots de la jeune femme. « Je ne cherche pas à faire pleurer dans les chaudières, je n'ai pas besoin que l'on trouve un coupable à tout prix, dit-elle. Je pense juste qu'il faut comprendre pour éviter que cela n'arrive à d'autres enfants. »

Chez tous les membres du collectif rencontrés par *Le Monde*, l'idée prévaut que leur engagement dépasse les drames individuels, qu'il sert l'intérêt public. Que le cancer des enfants n'est que la partie visible d'une crise plus profonde. « Sur notre territoire, les endocrinologues alertent aussi de la fréquence de problèmes hormonaux chez les



Ci-contre, de gauche à droite (début octobre) : Aurélie Rousseau chez elle, à Saint-Mars-de-Coutais (Loire-Atlantique). Elle a perdu sa fille, Juliette, 9 ans, en 2019. Marie Thibaud et son fils, qui a guéri d'une leucémie, à Saint-Hilaire-de-Chaléons. Angélique Bocher et son fils de 5 ans, atteint d'une leucémie, à Machecoul-Saint-Même.

En bas à gauche : le collectif Stop au cancer de nos enfants réuni à Saint-Hilaire-de-Chaléons, le 6 octobre.

PHOTOS : OLGA KRAVETS/NOOR POUR « LE MONDE »

enfants, des pubertés très précoces, des troubles neurologiques, de l'hyperactivité et des troubles de l'attention, dit Marie Thibaud. Cela pourrait être dû, comme les cancers, à la présence de perturbateurs endocriniens dans l'environnement.

Avant d'enquêter sur les causes possibles, le simple comptage des cas est déjà une bataille. La situation autour de Sainte-Pazanne, à Saint-Mars-de-Coutais, à Machecoul-Saint-Même, à Villeneuve-en-Retz, à Rouans, à Saint-Hilaire-de-Chaléons ou à Port-Saint-Père est-elle si anormale ? Le 25 novembre 2019, au cours d'une réunion publique tenue à Sainte-Pazanne devant un demi-millier d'habitants du territoire, l'agence régionale de santé des Pays de la Loire et Santé publique France (SPF) reconnaissent l'existence d'un excès de cancers pédiatriques entre 2015 et 2019, sur le périmètre des sept communes concernées. Mais les analyses de diverses pollutions n'ayant rien donné, les investigations sont arrêtées. La réunion est houleuse ; un homme se lève et gronde : « On tue nos enfants ! »

Moins d'un an plus tard, en septembre 2020, une nouvelle analyse de SPF soulève, plus encore, l'indignation et la colère des familles. Ce qui restait de confiance est rompu. Après avoir élargi la plage de temps entre 2005 et 2018, et agrandi le périmètre géographique analysé, l'agence sanitaire annonce cette fois que « l'analyse statistique conclut à l'absence d'un risque anormalement élevé de cancers pédiatriques sur le secteur de Sainte-Pazanne par rapport au reste du département ».

C'est peu de dire que le collectif n'est pas convaincu. Les scientifiques et médecins qui le soutiennent non plus. La sociologue de la santé Annie Thébaud-Mony, rompue aux controverses sur la réalité et les causes des cancers professionnels, fustige « une absence totale de justification scientifique » au changement de méthode. L'indignation est d'autant plus vive que SPF a exclu de l'analyse presque la moitié des cas recensés par le collectif. Les enfants de plus de 15 ans ne sont pas inclus, pas plus que ceux qui ont démenagé hors de la zone après avoir contracté la maladie. « Le collectif a recensé 25 cas avérés, les autorités sanitaires n'en retiennent que 13 ! », proteste M^{me} Thébaud-Mony, qui travaille depuis plusieurs mois avec le collectif et a corédigé en juillet, pour la revue *Pratiques*, une critique des méthodes mises en œuvre par les autorités.

De son côté, SPF répond que l'incidence de référence étant établie par le registre des cancers de l'enfant pour les moins de 15 ans, il était impossible d'évaluer un surrisque éventuel en considérant les enfants plus âgés. Quant au changement de périmètre, l'agence assure qu'elle a pu, dans sa seconde analyse, « scanner l'ensemble d'un territoire avec des fenêtres spatiales et/ou temporelles afin d'identifier une zone du territoire qui présente l'incidence la plus élevée ». « Une stratégie de test statistique est ensuite utilisée pour déterminer si l'incidence observée sur cette zone singulière est compatible avec l'incidence de la maladie observée sur le reste du territoire », précise l'agence dans un courriel au Monde. Conclusion : rien d'anormal sur le secteur de Sainte-Pazanne.

« ON EST CAPABLE DE SAVOIR COMBIEN DE PERSONNES ONT CONTRACTÉ LE COVID JOUR PAR JOUR DANS CHAQUE DÉPARTEMENT, MAIS ON N'EST PAS CAPABLE DE NOUS DIRE COMBIEN DE PERSONNES ONT EU UN CANCER À SAINTE-PAZANNE »

BRUNO CLAVIER
membre du collectif Stop aux cancers de nos enfants

En septembre 2020, ce changement de pied est vécu par les familles comme une trahison, un insupportable déni. « Mon fils a déclaré un lymphome de Burkitt à l'âge de 19 ans », raconte Bruno Clavier, ingénieur dans la construction navale, habitant de Sainte-Pazanne et voisin de l'école qui concentre le plus grand nombre de cas. Le jeune homme a surmonté la maladie, après une hospitalisation de trois mois et plus de 20 kg perdus. « Les spécialistes qui l'ont pris en charge nous ont dit qu'ils classaient son cancer comme cancer pédiatrique, il a été soigné avec un protocole utilisé dans le traitement de cancers pédiatriques, grince-t-il. Mais les autorités ont décidé qu'il ne s'agissait pas d'un cancer pédiatrique. »

SALLES DE CLASSE POLLUÉES

A l'été 2019, les autorités sanitaires ont mené des analyses dans l'école de Sainte-Pazanne touchée, et dans les logements de familles concernées. Dans certaines salles de l'établissement scolaire, des taux parfois très supérieurs aux valeurs de référence ont été trouvés pour trois polluants, tous classés « cancérigène avéré pour l'homme » par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) : du lindane (un pesticide interdit en France depuis 1998), du radon et du formaldéhyde (un polluant de l'air intérieur issu notamment des panneaux de particules de bois et des contreplaqués). Des salles de l'école sont fermées, des mesures de ventilation sont prises. Les champs électromagnétiques des lignes à haute tension qui passent sous la cour de l'école sont également mesurés, sans montrer, assurent les autorités, des dépassements des seuils.

Mais la défiance est telle que la qualité ou la loyauté des mesures et des analyses conduites par les autorités est interrogée par les familles et les membres du collectif. Certains doutent que le lindane retrouvé dans certaines classes de l'école soit issu, comme le dit Santé publique France, d'un traitement ancien appliqué sur la charpente de l'école. Car, tout à côté de l'établissement scolaire, là où se trouve aujourd'hui un lotissement, se trouvait jusqu'à la fin des années 2000 une usine de traitement du bois, l'usine Leduc, grosse utilisatrice de lindane et de dieldrine, un insecticide persistant, neurotoxique, classé cancérigène probable par le CIRC, et associé à des leucémies myéloïdes aiguës.

« Le lindane est une substance qui persiste de nombreuses années dans les sols et il est très surprenant qu'il ait disparu de l'environnement immédiat de l'usine en si peu de temps, même si une dépollution des sols est censée avoir été faite », dit Bruno Clavier. Fin 2009, après la dépollution, le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement relevait que les eaux résiduelles du site contenaient encore 1000 fois plus de lindane que le seuil toléré. L'ingénieur, riverain de longue date, l'assure : le lymphome de son fils n'est pas isolé et d'autres hémopathies malignes ont aussi touché, ces dernières années, des adultes du voisinage. A commencer, se souvient M. Clavier, par l'un des responsables de l'usine, décédé d'une leucémie. « Au cours des cinq dernières années, j'ai compté neuf personnes, en-

fants ou adultes, qui ont contracté un cancer dans cette petite école, ou plusieurs années après l'avoir fréquentée », ajoute-t-il. Comme tous les membres du collectif, il déplore l'absence de données. « On est capable de savoir combien de personnes ont contracté le Covid jour par jour dans chaque département, mais on n'est pas capable de nous dire combien de personnes ont eu un cancer à Sainte-Pazanne. C'est une plaisanterie ! »

Le protocole mis en œuvre par les autorités sanitaires vise à identifier une cause commune à tous les cancers pédiatriques du territoire. Une démarche vouée à l'échec, affirment les membres du collectif, car elle ignore les effets des expositions chroniques cumulées, l'effet cocktail, etc. Une cause unique ? L'école de Sainte-Pazanne, où sont localisés nombre de cas, n'a pas grand-chose à voir avec les pavillons de Saint-Mars-de-Coutais, par exemple, à quelques kilomètres de là. Or, ce village de 2 600 habitants est, proportionnellement, plus touché que Sainte-Pazanne. En cinq ans, cinq enfants y ont déclaré un cancer.

Dans la grande salle de l'hôtel de ville, le maire de Saint-Mars-de-Coutais, Jean Charrier, et l'un de ses adjoints, Michaël Derangeon, conviennent de l'existence de troubles sanitaires sur le territoire. « La santé, au sens général du terme, est une prérogative régionale : dans de petits territoires comme le nôtre, les élus locaux se retrouvent en première ligne, confrontés aux questions de la population, sans avoir les moyens d'y répondre complètement. L'Etat ne joue pas son rôle », dit Jean Charrier. A notre niveau, la première chose que nous pouvons faire, c'est nous battre pour améliorer l'offre de soins locale. »

Le maire raconte avec fierté son bras de fer avec le préfet, devant le tribunal administratif, pour obtenir l'installation d'une pharmacie dans le village, les efforts déployés pour créer un cabinet médical dans le bourg, le prêt aux habitants d'appareils de mesure de la qualité de l'air intérieur, les analyses d'eau, au robinet, de près de 800 polluants, etc.

Michaël Derangeon précise que ces actions, pour une petite commune, sont un effort important. Elu au conseil municipal de Saint-Mars-de-Coutais, vice-président du service public de l'eau potable en Loire-Atlantique (Atlantic'eau), il est intéressé à deux autres titres par ces questions. D'abord, parce qu'il est le père d'un enfant né avec une microcéphalie. Ensuite, parce qu'il est neurophysiologiste, maître de conférences à l'université de Nantes et chercheur à l'Institut du thorax (CNRS, Inserm). « Sur les questions de santé environnementale, l'Etat ne prend pas ses responsabilités. Ce ne sont pas les collectivités locales qui autorisent l'utilisation à grande échelle de tel ou tel produit, mais ce sont elles qui sont en première ligne quand les dégâts apparaissent, explique-t-il. On autorise des produits comme la terbuthylazine, un herbicide très proche de l'atrazine, interdite il y a près de vingt ans et que l'on retrouve encore aujourd'hui dans certaines nappes phréatiques : il va falloir attendre encore vingt ans, voir les problèmes apparaître, pour la retirer du marché. C'est irresponsable. »

Comme les familles du collectif, il suspecte les cancers pédiatriques de n'être que la part

visible d'une situation sanitaire dégradée sur le territoire. Et, comme le collectif, il considère la volte-face de Santé publique France sur la réalité du cluster comme de la « communication ». « Les autorités sanitaires ne sont pas armées pour enquêter sur ce genre de phénomène, l'Etat envoie ses agents au casse-pipe : ils viennent, appliquent des protocoles quasi administratifs qui ne trouvent jamais rien et se heurtent à la population, dit-il. Pour les représentants de nos agences sanitaires, c'est parfois une situation très douloureuse, j'en ai vu pleurer à des réunions publiques. »

A quelques kilomètres de là, dans son bureau de la mairie de Sainte-Pazanne, face au clocher de la haute église du bourg, Bernard Morilleau n'est pas de cet avis. « Ce n'est vraiment pas le principal sujet de conversation, dit-il. Les gens se sentent en confiance, il y a même un certain agacement à voir le sujet revenir aussi souvent dans la presse. » Le maire de Sainte-Pazanne se fie plutôt au jugement des autorités sanitaires. « La mairie est prise entre le collectif des familles et les autorités, tempère-t-il. Nous ne pouvons ignorer ni les uns ni les autres. »

L'édile énumère les mesures de prévention prises ces dernières années : pose d'un capteur de qualité de l'air au centre du bourg, distribution de dosimètres aux particuliers pour mesurer les taux de radon dans les habitations, capteurs de CO₂ dans les écoles, actions d'information sur la qualité de l'air intérieur et sur l'eau... Les tensions entre la mairie et les familles n'en sont pas moins réelles. L'un des points de crispation tient au développement du parc éolien : six éoliennes ont démarré en 2016, et les familles craignent que l'électricité produite par les moulins et acheminée, sous terre, à travers le bourg, ne puisse jouer un rôle dans la situation. Or, d'autres éoliennes sont en gestation. Cette crainte laisse M. Morilleau sceptique : « Les câbles des éoliennes ne passent pas sous la cour de l'école ! »

GRANQUE RÉAMÉNAGÉE EN « WAR ROOM »

A quelques mètres de la maison de Marie Thibaud, une grange réaménagée sert de quartier général aux familles. Depuis cette *war room*, on lance des actions de sensibilisation, on rédige des interpellations de responsables politiques, on écrit aux autorités, on envoie des communiqués de presse, on tient à jour le site Web, on discute des réponses à apporter aux journalistes, nombreux, qui s'intéressent à cette dramatique et mystérieuse histoire. Mais surtout, on continue à chercher. En quelques mois, les familles ont réussi à sensibiliser à leur cause des médecins de la région et des chercheurs du monde académique, comme la sociologue de la santé Annie Thébaud-Mony, mais aussi des toxicologues travaillant dans des organismes de recherche publics.

Les autorités sanitaires se défendent de toute inaction. SPF dit avoir mis en place avec les hôpitaux de la région des partenariats visant à assurer une vigilance renforcée sur le secteur. Mais, sur le terrain, le petit collectif semble parfois remplacer, dans les esprits, les institutions de l'Etat. Lorsque l'on interroge Angélique Bocher, aide-soignante, sur les premières démarches entreprises après que son fils, 5 ans, a contracté une leucémie en août 2020, elle répond comme une évidence : « Mon premier réflexe a été de le déclarer à Marie [Thibaud], du collectif. »

Dans le petit groupe, on espère voir la naissance, sur le territoire, d'un institut de recherche sur la santé environnementale. De leur côté, les autorités sanitaires font valoir qu'elles soutiennent déjà plusieurs projets scientifiques, au niveau national, destinés à étudier les causes des cancers pédiatriques, les effets des expositions aux pesticides sur les rive-rains, etc. Mais, à Sainte-Pazanne et autour, ces questions sont pour les familles toujours ouvertes. Comme celle de savoir si, et quand, un nouveau cas surviendra. « A chaque fois qu'un enfant tombe malade, je me dis que c'est le dernier et que c'est comme un mauvais rêve qui va s'arrêter », dit Marie Thibaud. A chaque fois, il y en a un nouveau. ■

STÉPHANE FOUCART